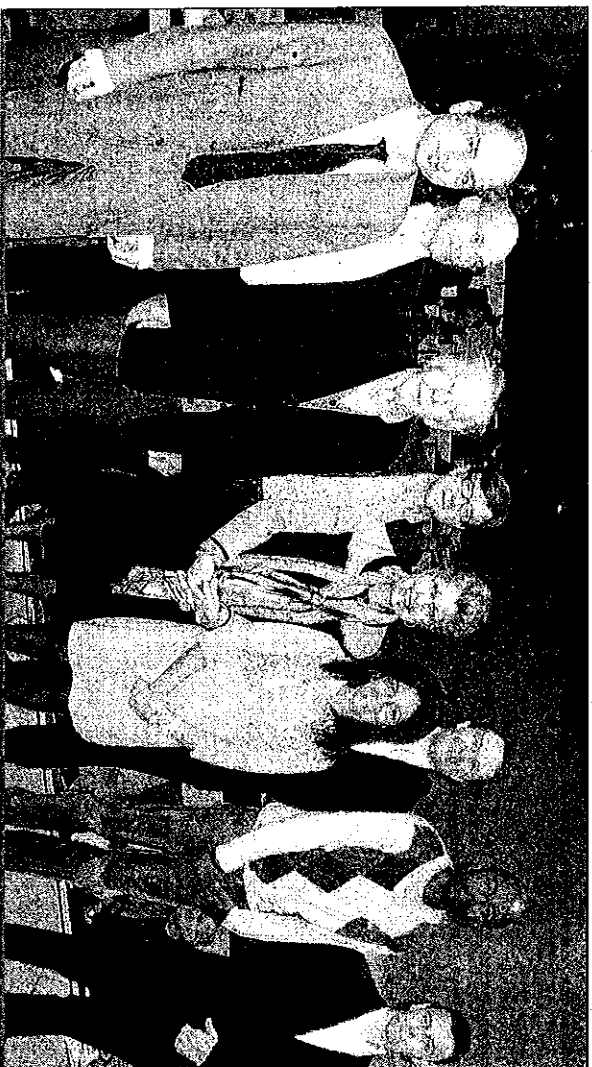


LA CALABRE / C'était le thème du débat organisé jeudi soir à l'École de la 2^e chance

Désenclaver et rénover les quartiers Nord : rêve et réalité

Par Corinne Mattas
cmattas@laprovence-presse.fr

Désenclavement et rénovation des quartiers Nord, l'École de la 2^e chance ne pouvait choisir un sujet plus d'actualité que celui-là (la secrétaire d'Etat, Fadela Amara, était à Marseille il y a quelques jours) pour fêter le 1^{er} anniversaire de ses forums "Chances et quartiers". "En un an, nous avons reçu 600 participants", a rappelé Lionel Urdy, le directeur de l'école, à ces débats organisés avec La Provence, représentée jeudi par son président directeur général, Didier Pilet. "Ce projet est pour nos stagiaires pédagogique et citoyen."



Lionel Urdy, directeur de l'école, a accueilli Nicolas Flament, délégué de l'Anru, le sociologue Robert Castel, Didier Pilet, P.-d.-g. de "La Provence", Marie-Joséphine Perdereau, préfet délégué à l'égalité des chances, Samia Ghali, sénatrice et maire des 15^e-16^e arr., Philippe Schmit, rédacteur en chef adjoint de "La Provence", Jocelyn et Florian, représentant les stagiaires de l'École. / Ph. C.M.S.

Porte-parole des stagiaires, Jocelyn et Florian ont présenté le sondage réalisé pour ce forum dans leur journal : 70 % manifestent le désir

d'ailleurs, le changement, 25 % l'appellent de leurs vœux, 33 % en rêvent. Tous s'interrogent sur la mixité, l'emploi... En majorité, ils aimeraient aller habiter ailleurs, mais ne baissent pas les bras.

Pour camper le décor, Philippe Schmit, rédacteur en chef adjoint à La Provence, a noté que "l'image des quartiers Nord changeait et ne rime plus avec la 'zone'".

240 000 personnes y vivent dont 100 000 dans des grands ensembles qui ont mal vieilli. Un vaste chantier de rénovation est engagé.

Le sociologue Robert Castel parle de "territoire imparfait. L'enclavement, ce n'est pas exactement la situation des quartiers Nord. Ils font partie de la ville. La situation s'est dégradée dans les années 70 avec le chômage... L'enclavement géographique a laissé la place à l'enclavement social". Les tentatives pour y remédier ont démarré dans les années 80 avec la politique de la ville.

Depuis 2004, il y a l'Anru. Sans concession, Samia Ghali a estimé que certains projets de rénovation étaient "trop longs", citant le Plan d'Aou. Sénatrice et maire PS des 15^e et 16^e arr., elle dénonce aussi "les difficultés de transport quand on vient de certains quartiers comme l'Estaque, et la ghettoïsation de cités, comme Kallisté. Mais on a le potentiel pour se développer économiquement".

"Je n'ai pas l'impression en visitant ces quartiers de franchir des frontières", a estimé Marie-Joséphine Perdereau, préfet délégué pour l'égalité des chances, qui situe plutôt le problème "sur le terrain de l'exclusion. À quoi ça sert de désenclaver s'il n'y a aucun espoir de promotion sociale ?" Évoquant les 350 contrats d'autonomie sur Marseille, "une goutte d'eau" pour le public, elle a aussi annoncé qu'elle "disposait d'emplois aidés". Elle a révélé avoir déjà nommé 7 délégués dans des zones sensibles. À défaut de solutions immédiates, les participants au débat ont trouvé des mots pour redonner des couleurs à ces quartiers. ☞

de Nicolas Flament / chargé de mission pour l'Agence nationale de rénovation urbaine

L'EXPLICATION

L'ANRU, LEVIER FINANCIER POUR DÉMARRER DES TRAVAUX

"Pour nous l'Anru c'est un concept", à souri la directrice du centre social Flamants Iris, regrettant "le manque de concertation collective des habitants concernant la rénovation de la cité". "On finance des projets portés par la Ville. La concertation, c'est son rôle", a expliqué Nicolas Flament, chargé de mission pour l'Anru. En France, cela représente 12,3 mil-

liards d'euros de subventions (pour 40 milliards d'€ de travaux d'ici 2013). Un levier financier pour répondre à un dysfonctionnement urbain. Il s'agit de vaincre l'enclavement, diversifier l'habitat, renforcer les équipements publics. "On finance la démonstration et reconstruction de logements. On fait de la réhabilitation, on crée des voiries sans oublier le volet accompagnement so-

cial. À Marseille, l'Anru, c'est 300 M€ de subventions sur un total d'1 milliard d'€ de travaux qui seront faits sur Saint-Joseph, Saint-Paul, Créneaux, Flamants et Plan d'Aou. La Savine est en cours de signature et la convention sera passée d'ici fin 2009 pour Malpassé, Kallisté, Picon-Bussière, La Viste, Saint-Mauront, centre nord et Hauts de Mazargues." ☞